

Budget—M. Stevens

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, je pourrais encore souligner bien des postes de dépense sur lesquels le gouvernement pourrait nous faire réaliser des économies. On pourrait encore, par exemple, supprimer 50 millions des budgets de publicité qui sont signés sur une base régulière. En plus de la déductibilité, aux fins de l'impôt, des intérêts hypothécaires et des impôts municipaux dont j'ai parlé, d'autres réductions fiscales seraient possibles.

Nous pouvons établir un budget, si l'on nous en donne l'occasion, qui aura pour effet net de réduire le déficit national sur plusieurs années, ce qui en réduirait les conséquences, tout en offrant aux Canadiens des conditions fiscales plus avantageuses.

Avant de terminer, monsieur l'Orateur, j'aimerais dire rapidement un mot du ministre des Finances. S'il y a encore un budget avant les élections, il est vraisemblable que ce n'est pas le ministre des Finances actuel qui nous le présentera.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Qu'en savez-vous?

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Il veut en être certain.

M. Stevens: Je sais que le député siège au fin fond des banquettes libérales...

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Mieux vaut être ici qu'aux premières banquettes en face.

M. Stevens: Un libéral derrière les rideaux me demande comment je le sais. Il espère, de toute évidence, que j'ai raison.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Même vous, vous pouvez vous tromper à l'occasion.

M. Stevens: Avant que le ministre ne nous quitte, revoyons ses réalisations. Il a battu plusieurs records qui ne s'inscrivent pas à son crédit. Jusqu'à hier soir, il était le premier ministre des Finances à dépasser la marque des 10 milliards de dollars au chapitre du déficit. Depuis hier soir, il est le premier à avoir battu ce record. Il est maintenant le premier ministre des Finances de notre histoire à avoir dépassé un déficit mensuel moyen de un milliard de dollars.

M. Woolliams: Grand Dieu!

M. Stevens: Il est le ministre qui a permis au dollar de tomber à 84c., soit le niveau le plus bas depuis les années 30. Hier soir, lorsqu'il a présenté son budget, il a eu le culot de s'en vanter. C'est la meilleure preuve que plus le gouvernement s'enfoncé dans ce bourbier, plus il prétend que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Quel autre record le ministre a-t-il battu? Sous sa direction, les banques ont porté leur taux de base au niveau le plus élevé de notre histoire. Quant aux emprunts du gouvernement fédéral, ils coûtent au Trésor le cinquième environ du total des recettes. En d'autres termes, la prochaine fois que vous payerez vos impôts, soustrayez-en 20 p. 100. C'est exactement ce que vous aurez eu à payer pour rembourser la dette que le gouvernement fédéral a contractée en votre nom. Nous le savons tous, le travailleur moyen doit maintenant travailler deux jours uniquement pour payer des impôts.

[M. Andras.]

Le ministre a autre chose à son passif. Il a déposé plus de budgets et fait plus d'exposés économiques pendant une courte période que n'importe quel ministre depuis la Confédération.

M. Railton: Bravo!

M. Stevens: Je vois que mon ami s'est réveillé une encore fois. Le député de Welland (M. Railton) aime le rafistolage jusqu'à la nausée.

Le ministre a également à son actif une nouvelle méthode économique qui consiste à faire passer les dépenses au compte des pertes de revenus, ce qui lui permet de faire croire qu'il réduit les dépenses fédérales alors que notre déficit monte en flèche.

Bref, monsieur l'Orateur, jamais on n'a vu un ministre modifier le taux d'intérêt des obligations canadiennes, et encore moins deux fois, au début de la vente de ces obligations, comme l'a fait le ministre. Maintenant, il se rend compte qu'il ne peut annuler l'émission sans demander au Parlement d'adopter une mesure spéciale pour le lui permettre. Puis-je déclarer qu'il est 1 heure, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur adjoint: Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures.

(La séance est levée à 1 heure.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, un des mes collègues à ma gauche désire faire une brève intervention et il y en a d'autres de ce côté-ci de la Chambre qui voudraient parler et peut-être même quelque ministériel assez singulier pour oser se lever et appuyer le budget, je n'en sais rien.

Une voix: Ils ne sont pas si singuliers que ça.

M. Stevens: Sous ce rapport, cependant, si les ministériels se préoccupent un tant soit peu de leur avenir politique, je pense que ce qu'ils ont de mieux à faire, c'est de courber la tête, de rester assis et d'en dire le moins possible. Si le public a la chance de leur régler leur compte dans les boîtes de scrutin, je n'ai aucun doute sur le sort qui attend ceux qui ont débité des sottises pendant mon discours, surtout si l'on considère ce qui s'est produit lors de la dernière élection partielle.

En résumé, la grande déception du budget d'hier, ce sont les chiffres qu'il contient et leur impact terrible. En fait, la situation est pire que ce que le ministre a bien voulu laisser entendre. Nous nous retrouvons maintenant avec un déficit de 12 milliards, presque 13 pour l'année prochaine. Non seulement les chiffres sont désastreux, mais il ne semble pas y avoir d'action concertée de la part du gouvernement pour réduire ce déficit. On nous fait vivre d'espairs. En quelque sorte, on nous dit: «Faites-nous donc confiance, nous sortirons le pays du chaos où nous l'avons mis».

M. Martin: Vous jouez aux Cassandre.

M. Stevens: Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Martin) nous accuse de jouer aux prophètes de malheur. Il est bien placé pour savoir que ce n'est pas le cas puisque c'est son équipe qui nous a mis dans cette situation.